

# Risques de protection et besoins d'assistance des migrant·e·s au Sahel central

**Au début de l'année 2024, les perspectives pour les migrant·e·s dans la région du Sahel central sont marquées par l'incertitude.** Depuis 2022, les [frontières sud](#) du Mali, du Burkina Faso et du Niger [avec les pays de la CEDEAO ont été fermées par intermittence à la suite de sanctions et de mesures de sécurité intérieure](#), ce qui a conduit les migrant·e·s à chercher des itinéraires alternatifs où ils/elles font face à des risques accrus. En parallèle, l'abrogation de la loi nigérienne 2015-036 contre l'utilisation de passeurs en novembre 2023 a conduit à la [résurgence des mouvements le long des routes bien établies et en direction du nord](#). Fin janvier 2024, les trois pays ont annoncé leur retrait de la CEDEAO. En février 2024, la CEDEAO a annoncé la levée des sanctions, mais il n'est pas encore clair si et quand les frontières seront rouvertes. Les routes migratoires à travers les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) restent particulièrement dangereuses dans un contexte de détérioration de la sécurité. Le champ de la protection se rétrécit également, les acteurs humanitaires étant confrontés à des difficultés croissantes pour accéder aux populations vulnérables et leur fournir une assistance en temps voulu.

**Ce Snapshot fournit des données sur les risques de protection et les besoins d'assistance des migrant·e·s dans la région du Sahel central.** Il est basé sur 2,276 entretiens de l'enquête 4Mi menés auprès de migrant·e·s au Mali, au Burkina Faso et au Niger à la fin de l'année 2023.

## Principales conclusions

- Dans l'ensemble, **la moitié des personnes interrogées (52%) ont déclaré avoir traversé des localités dangereuses** au cours de leur parcours migratoire. Tou·te·s les migrant·e·s interrogé·e·s à Dori (Burkina Faso) et à Diffa (Niger) ont indiqué qu'ils/elles avaient emprunté des itinéraires dangereux.
- **Les types d'incidents de protection subis par les personnes interrogées soulignent leur vulnérabilité financière**, la corruption/l'extorsion et le vol étant les plus fréquemment signalés (54 % et 42 % respectivement) parmi les personnes qui ont traversé des endroits dangereux.

- **48 % des personnes interrogées ont reçu de l'aide** au cours de leur voyage.
- **Seul·e·s 8 % des répondant·e·s ayant reçu de l'aide ont cité les ONG et 2 % les agences des Nations Unies comme fournisseurs d'assistance.** L'aide était le plus souvent fournie par la famille/les amis (59%) et les autres migrant·e·s (41%).
- **L'aide reçue répondait principalement à des besoins de base**, tels que la nourriture (72 %), l'eau (66 %) et l'accès à un abris (50 %). Seuls 23 % ont reçu de l'argent liquide.
- **88 % des personnes interrogées ont déclaré avoir besoin d'aide.** L'aide financière est de loin le besoin le plus fréquemment cité (83 %) :
  - L'argent liquide a été plus fréquemment mentionné au Mali (92%), avec des taux particulièrement élevés à Bamako (98%) et à Sikasso (94%).
  - Les personnes interrogées à Gao et à Niamey ont cité plus souvent que dans les autres localités les besoins d'assistance en nature tels que l'accès à un abris (34% et 22% respectivement) et la nourriture (27% et 28% respectivement).
  - A Gao, ce sont surtout les femmes qui ont eu besoin d'une assistance médicale (70/84, 84%, contre 12% pour l'ensemble des personnes interrogées à Gao).

## Profil des répondant·e·s

**Ce Snapshot est basé sur 2,276 entretiens avec des migrant·e·s réalisés entre septembre et décembre 2023 au Burkina Faso (n=766), au Mali (n=759) et au Niger (n=751).** Les enquêtes ont été menées en face-à-face dans neuf localités différentes le long des principales routes migratoires du Sahel central (voir tableau 1). L'âge médian des personnes interrogées était de 28 ans, avec des âges allant de 18 à 71 ans. Sur l'ensemble des personnes interrogées, 58% (n=1,325) étaient des hommes et 42% (n=951) étaient des femmes.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Les enquêteur·rice·s du Burkina Faso et du Niger ont déclaré avoir eu des difficultés à atteindre les femmes interrogées en raison de sensibilités religieuses et culturelles, alors qu'au Mali, les femmes migrantes travaillant dans des secteurs économiques spécifiques, tels que les services et la restauration, ont été plus facilement accessibles.

**Tableau 1. Nombre de répondant·e·s par lieu d'entretien**

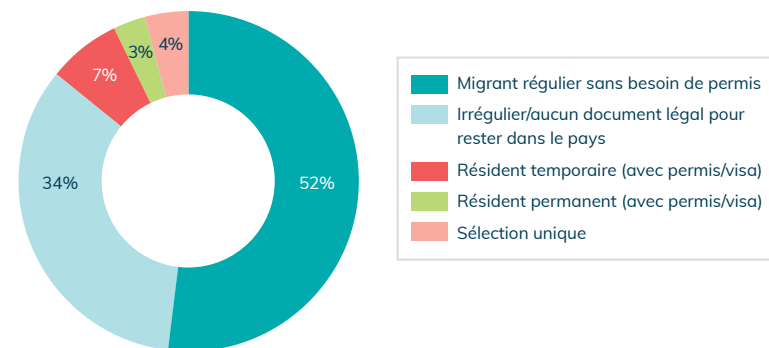
| Pays         | Localités   | Répondant·e·s | Pourcentages |
|--------------|-------------|---------------|--------------|
| Burkina Faso | Ouagadougou | 333           | 15%          |
|              | Tenkodogo   | 222           | 10%          |
|              | Dori        | 199           | 9%           |
| Mali         | Bamako      | 308           | 14%          |
|              | Gao         | 223           | 10%          |
|              | Sikasso     | 228           | 10%          |
| Niger        | Niamey      | 300           | 13%          |
|              | Agadez      | 231           | 10%          |
|              | Diffa       | 216           | 9%           |
| Autres       | Autres      | 16            | >1%          |

Les tendances de migration mixte dans le Sahel central sont dominées par la migration entre les pays de la CEDEAO, où les citoyen·ne·s des États membres peuvent entrer sans visa et rester jusqu'à 90 jours. Les personnes interrogées étaient originaires de 27 pays différents, les plus fréquemment cités étant le Togo (14% de toutes les personnes interrogées), le Nigeria (13%), la Côte d'Ivoire (11%), le Bénin (9%) et le Burkina Faso (8%). Presque tou·te·s les répondant·e·s du Burkina Faso (98%) et du Mali (92%) étaient originaires d'un autre Etat membre de la CEDEAO. Ces proportions sont plus élevées qu'au Niger (85%) en raison de la présence plus importante de Tchadien·ne·s (7%) et de Camerounais·es (5%). Compte tenu de la position progressiste de la CEDEAO sur l'ouverture des visas, 62% de tous les répondant·e·s étaient en situation régulière au moment de l'entretien. Cela inclut ceux/celles qui n'avaient besoin d'aucun permis (52%), ainsi que les résident·e·s temporaires (7%) ou permanent·e·s (3%) (voir figure 1).

**Cependant, un tiers des personnes interrogées (34%), en particulier les Nigérian·e·s au Niger, n'ont pas de statut régulier, ce qui est susceptible d'entraver leur accès aux services publics et d'aggraver leurs vulnérabilités.** Un cinquième (20%) des personnes interrogées déclarant être en situation irrégulière étaient originaires du Nigeria, dont deux tiers des Nigérian·e·s au Niger (66%).<sup>2</sup> Au moment de la collecte des données, les frontières entre le Nigeria et le Niger étaient fermées en raison des sanctions de la CEDEAO, ce qui a conduit les migrant·e·s nigérian·e·s à chercher des itinéraires alternatifs où ils/elles ne sont pas enregistré·e·s par les autorités de contrôle des frontières, augmentant probablement l'irrégularité.

2 30 % des personnes interrogées en situation irrégulière au Niger (n=462) étaient originaires du Nigeria.

**Figure 1. Quel est votre statut migratoire/légal actuel ?<sup>3</sup>**



## Les routes vers Dori et Diffa sont parmi les plus dangereuses

Tous les lieux situés le long des routes migratoires du Sahel central ne sont pas perçus comme dangereux par les personnes interrogées, mais les routes vers Dori (Burkina Faso) et Diffa (Niger) semblent être confrontées à des problèmes de sécurité qui ont un impact sur la vulnérabilité des migrant·e·s. Dans l'ensemble, la moitié des personnes interrogées (52%) a déclaré avoir traversé des endroits dangereux au cours de leur parcours migratoire.<sup>4</sup> Cette proportion est plus faible dans certaines localités du Mali, comme Sikasso (9%) et Gao (31%), ainsi que dans la capitale du Burkina Faso (29%), ce qui indique que les routes migratoires menant à ces localités sont perçues comme relativement plus sûres. Cependant, toutes les personnes interrogées à Diffa et à Dori ont déclaré avoir traversé des endroits dangereux, ce qui souligne l'insécurité aiguë qui règne le long des routes migratoires menant à ces villes. En effet, la [violence persistante dans le nord-est du Nigeria](#) explique en partie pourquoi les migrant·e·s de Diffa, carrefour migratoire dans la région frontalière du sud-est du Niger, ont déclaré avoir traversé des endroits dangereux. À Diffa, 50 % des personnes interrogées étaient originaires du Nigeria. De même, les migrant·e·s de la région de Dori sont confronté·e·s à une détérioration de la situation sécuritaire dans le nord-est du Burkina Faso, en particulier à l'escalade de l'insurrection extrémiste violente.

**Les types d'incidents de protection, tels que le vol et l'extorsion, les plus fréquemment vécus par les répondant·e·s soulignent leur vulnérabilité financière.** L'incident le plus fréquent auquel les répondant·e·s qui ont traversé des endroits dangereux (n=1 173) ont été confrontés

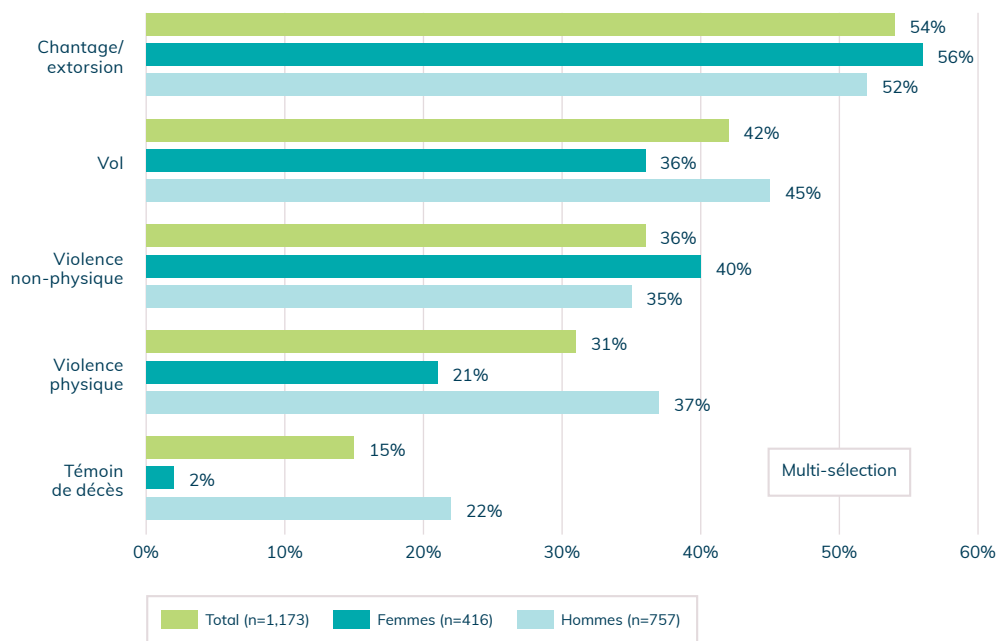
3 Les autres réponses possibles étaient : protection temporaire (2%), réfugié (1%), le permis n'est plus valable/expiré (1%), ne sait pas (0%), demande de permis/visa (0%), demandeur d'asile (0%).

4 Le Burkina Faso (25%), le Mali (19%) et le Niger (14%) sont les trois pays les plus fréquemment cités lorsque les répondant·e·s indiquent les endroits les plus dangereux qu'ils ont traversés.

au cours de leur voyage est la corruption et l'extorsion (54%), suivi du vol (42%), de la violence non physique (36%) et de la violence physique (31%). Il existe des différences entre les sexes (voir figure 2) : le vol, la violence physique et le fait d'avoir été témoin d'un décès ont été signalés par une plus grande proportion d'hommes que de femmes, tandis que la corruption/l'extorsion et la violence non physique ont été signalées par une plus grande proportion de femmes.

**Les migrant·e·s interrogé·e·s à Diffa et à Dori ont signalé plus d'incidents que les personnes interrogées ailleurs.** La proportion la plus élevée de personnes interrogées ayant déclaré avoir été victimes d'un enlèvement a été enregistrée parmi les personnes interrogées à Diffa (37%), probablement en raison de la prévalence des enlèvements et des demandes de rançon dans la région frontalière entre le nord-est du Nigeria et le Niger. D'autre part, les taux les plus élevés pour la plupart des types d'incidents ont été enregistrés parmi les répondants qui ont atteint Dori, notamment la traite et l'exploitation (68% contre 12% de tous les répondant·e·s qui ont traversé des endroits dangereux), et les blessures/maladies résultant de conditions difficiles (50% contre 12%).

**Figure 2. Types d'incidents de protection les plus courants, par sexe<sup>5</sup>**



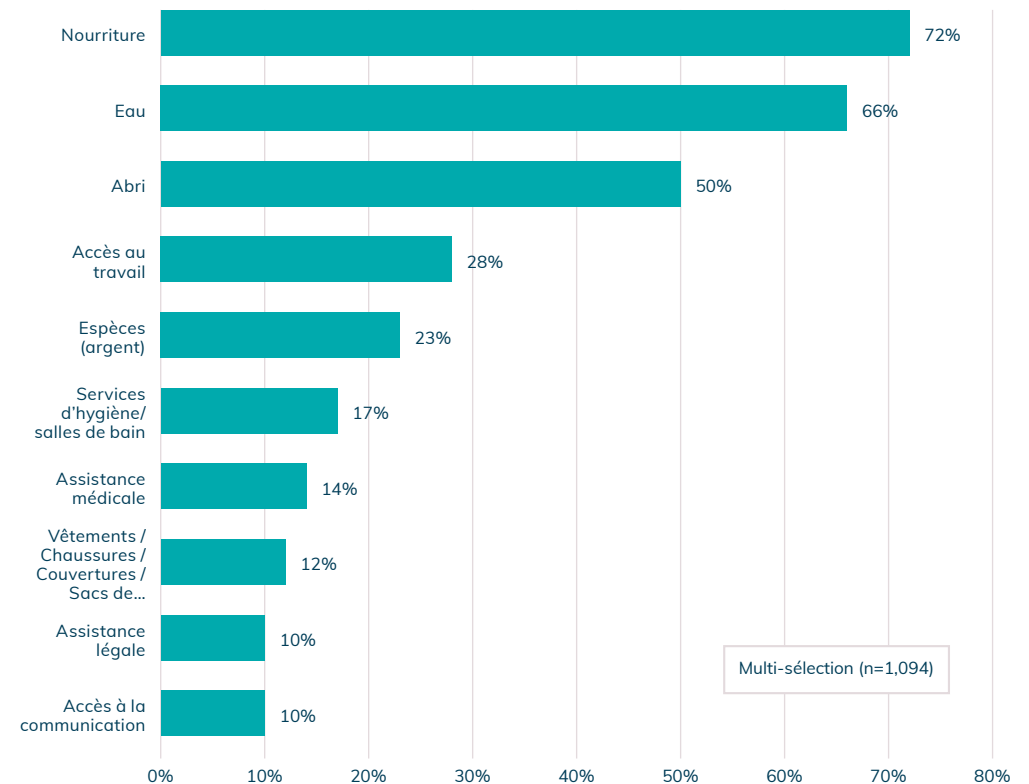
5 Les autres réponses possibles sont la détention (13%, 16% des hommes et 7% des femmes), la traite et l'exploitation (12%, 14% des hommes et 9% des femmes), les blessures/maladies dues à des conditions difficiles (12%, 14% des hommes et 9% des femmes), l'enlèvement (9%, 13% des hommes et 3% des femmes), la violence sexuelle (3%, 1% des hommes et 8% des femmes), aucune réponse (12%, 10% des hommes et 14% des femmes).

## L'assistance est plus souvent reçue sur les itinéraires les plus dangereux

**Dans l'ensemble, près de la moitié (48%, n=1 094) des personnes interrogées ont déclaré avoir reçu de l'aide au cours de leur voyage.** Les migrant·e·s interrogé·e·s à Dori et Diffa ont plus souvent indiqué qu'ils avaient reçu de l'aide (100 % et 96 % respectivement) que les personnes interrogées à Sikasso et Gao (11 % et 15 % respectivement), qui ont également indiqué qu'ils/elles traversaient moins souvent des endroits dangereux.

**L'aide visait principalement à répondre aux besoins de base.** La figure 3 montre que l'aide la plus fréquemment citée était la nourriture et l'eau (respectivement 72 % et 66 % des personnes interrogées ayant reçu une aide), suivie par le logement (50 %). Dans une moindre mesure, les personnes ayant reçu une aide ont été assistées à trouver un emploi (28 %) ou ont reçu de l'argent liquide (23 %).

**Figure 3. Assistance reçue pendant le voyage. Top 10 des réponses<sup>6</sup>**



6 Parmi les autres réponses possibles figuraient les espaces sécurisés pour les femmes et les enfants (9 %), le soutien psychologique (8 %), l'aide à la réinstallation (7 %), l'accompagnement spirituel (1 %), l'aide au retour (0 %) et d'autres réponses (2 %).

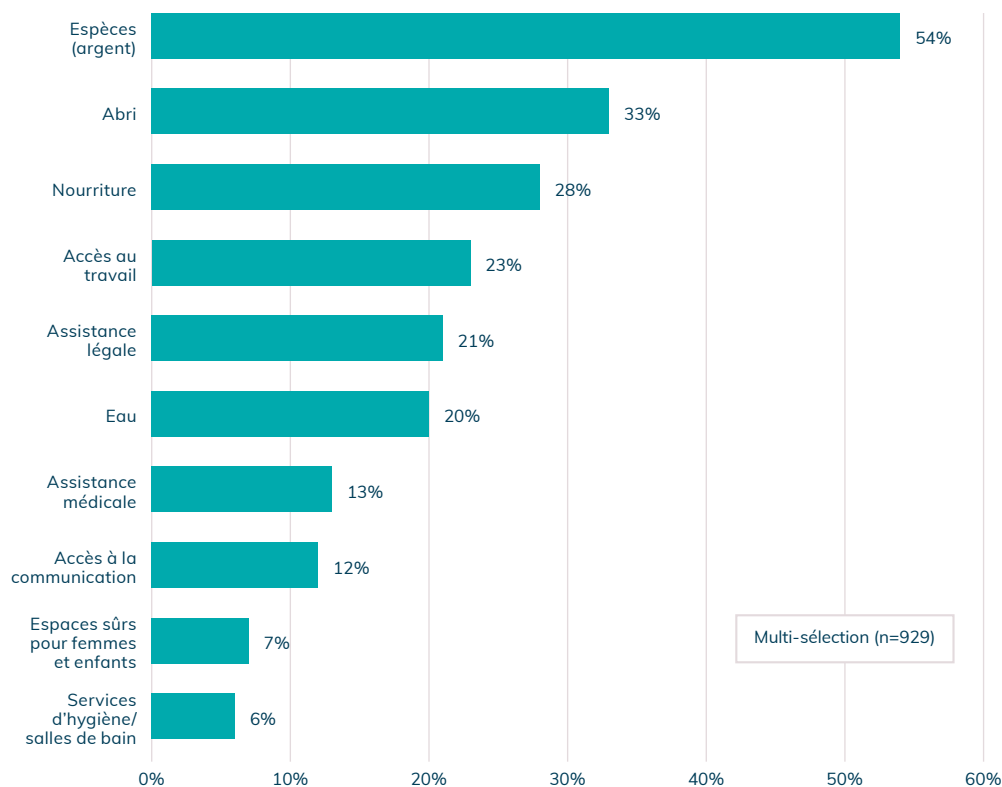
Seul·e·s 8 % des répondant·e·s ayant reçu de l'aide ont cité les ONG et 2 % les agences des Nations Unies comme fournisseurs d'assistance. Cela peut s'expliquer par les difficultés potentielles que rencontrent les acteurs humanitaires pour accéder aux migrant·e·s et gagner leur confiance, ainsi que par leur présence limitée sur les principaux itinéraires de migration. En outre, des priorités concurrentes, telles que la crise des personnes déplacées internes, peuvent conduire les efforts humanitaires à négliger les personnes migrantes en tant que groupe vulnérable. L'assistance est le plus souvent fournie par la famille ou les ami·e·s (59 %), les autres migrant·e·s (41 %) et la population locale ou les bénévoles (38 %). Les passeurs ont été cités relativement moins souvent (16 %) et le gouvernement à peine (1 %). En outre, une plus grande proportion d'hommes que de femmes ont cité la famille ou les ami·e·s (hommes : 62% ; femmes : 53%) et la population locale (hommes : 41% ; femmes : 32%) comme fournisseurs d'assistance, alors que proportionnellement, un peu plus de femmes ont cité les passeurs (femmes : 19% ; hommes : 14%) et les ONG (femmes : 11% ; hommes : 6%). Cela pourrait suggérer que, parmi les personnes interrogées, les hommes sont mieux intégrés dans les réseaux de soutien social, tandis que les femmes s'appuient plus souvent sur des agents organisés.

## L'aide financière est un besoin prioritaire non satisfait

Les besoins d'assistance pendant le voyage diffèrent légèrement de l'assistance reçue par les répondant·e·s ; il y a également un déficit particulier en termes d'assistance en espèces reçue/nécessaire. Alors que 59% des répondant·e·s n'ont pas eu de besoins non satisfaits au cours de leur voyage, 41% ont déclaré avoir eu besoin d'aide mais ne pas l'avoir reçue. Parmi eux/elles (n=929), les besoins non satisfaits ont été le plus souvent signalés au Niger (45%), suivi du Burkina Faso (26%) et du Mali (11%).<sup>7</sup> Le besoin le plus fréquemment cité était l'argent liquide (54%), ce qui peut s'expliquer par la vulnérabilité financière soulignée par les types d'incidents les plus courants subis par les migrant·e·s interrogé·e·s voyageant sur des itinéraires dangereux. Seules 23% des personnes interrogées ayant reçu une assistance ont bénéficié d'une aide en espèces. Une proportion légèrement plus importante d'hommes (25 %) que de femmes (17 %) ont cité les besoins non satisfaits en matière d'accès au travail, et une proportion plus importante de femmes (18 %) que d'hommes (1 %) ont cité les espaces sûrs pour les femmes et les enfants parmi leurs principaux besoins en matière d'assistance.

7 Un petit échantillon de répondant·e·s (n=204) a également indiqué les noms des endroits où ils/elles n'ont pas reçu d'aide, les plus fréquemment cités étant Niamey (22%), Agadez (13%), Bamako et Ouagadougou (5% chacun).

Figure 4. Besoins non satisfaits pendant le voyage ? Les 10 réponses les plus fréquentes<sup>8</sup>



8 Parmi les autres réponses possibles figuraient le soutien psychologique (6%), les vêtements/chaussures/couvertures/sacs de couchage (6%), l'aide à la réinstallation (1%), l'accompagnement spirituel (0%), l'aide au retour (0%) et d'autres réponses (1%).

## Les besoins au moment de l'entretien sont élevés

**La plupart des répondant·e·s (88%) ont déclaré avoir besoin d'aide au moment de l'entretien.** Des différences ont été observées entre les pays d'enquête, les besoins les plus importants ayant été enregistrés au Niger (98%, contre 90% au Mali et 78% au Burkina Faso). Toutes les personnes interrogées à Dori et à Diffa ont déclaré avoir besoin d'aide au moment de l'entretien. La proportion plus élevée de personnes ayant besoin d'aide au moment de l'entretien plutôt que pendant le voyage peut être attribuée aux lieux d'entretien, qui sont des carrefours migratoires où les migrant·e·s interrompent généralement leur voyage pour diverses raisons, notamment pour demander de l'aide, mais aussi pour rechercher des opportunités économiques, se reposer, recueillir des informations ou retrouver leur famille ou leurs ami·e·s.

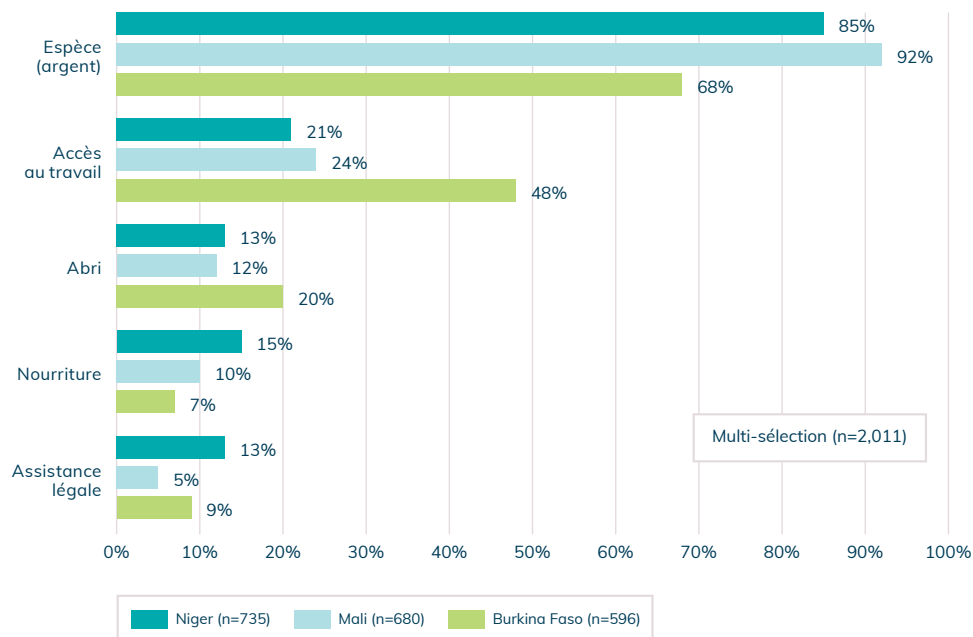
**Le besoin le plus fréquemment cité est, de loin, l'argent liquide (83% des personnes interrogées ayant encore besoin d'aide, n=2,011),** suivi de l'accès au travail (30%), à un abris (15%) et de la nourriture (11%). Les aides telles que le soutien psychologique, l'aide à la réinstallation et l'aide au retour ont été citées par moins de 2% de l'ensemble des répondant·e·s. Des différences ont été constatées entre les sexes en ce qui concerne le besoin d'espaces sûrs pour les femmes et les enfants (femmes : 14% ; hommes : 1%).

**Les différences sont plus marquées entre les pays et les lieux d'entretien (voir figure 5) :**

- L'assistance en espèces a été citée proportionnellement plus souvent au Mali (92%), en particulier à **Bamako** (98%) et à **Sikasso** (94%), alors que les migrant·e·s interrogé·e·s dans ces mêmes localités ont moins souvent fait état d'autres besoins tels que la nourriture (respectivement moins de 1% et 7%) et l'abri (respectivement 1% et 7%). En revanche, les personnes interrogées à **Gao** et à **Niamey** ont plus souvent besoin d'une assistance en nature que dans les autres localités, par exemple d'un abri (respectivement 34% et 22%) et de nourriture (respectivement 27% et 28%).
- L'accès au travail est plus souvent cité au Burkina Faso (48%), notamment à **Ouagadougou** (54%), ce qui souligne les aspirations économiques des migrant·e·s à la recherche d'opportunités d'emploi et qui sont généralement au Burkina Faso depuis plus longtemps (249 jours en moyenne) que les répondant·e·s des deux autres pays d'entretien (202 jours pour le Mali, 148 jours pour le Niger).

- **Agadez** a enregistré la proportion la plus élevée de répondant·e·s ayant besoin d'une assistance juridique (23%), ce qui est lié à la proportion la plus élevée de répondant·e·s en situation irrégulière aussi enregistrée à Agadez (56%).
- C'est à **Gao** que l'on trouve le plus grand nombre de personnes migrantes interrogées ayant besoin d'un soutien psychologique (16 %) et/ou d'une assistance médicale (12 %). Les femmes ont beaucoup plus souvent fait état de besoins médicaux (70/84) et de besoins de soutien psychologique (15/84). Les femmes avaient également souvent besoin d'accéder à des espaces sûrs pour les femmes et les enfants (48/84), ce qui souligne la vulnérabilité médicale, psychologique et sociale spécifique des femmes et des enfants à Gao et le long des itinéraires qui mènent à ce carrefour migratoire.
- Par rapport aux moyennes de l'échantillon, les personnes interrogées qui avaient encore besoin d'aide à **Dori** ont plus souvent mentionné l'accès à un abris (21%) et l'aide à la recherche d'un emploi (46%). Aucun besoin spécifique n'a été documenté parmi les migrant·e·s interrogé·e·s à **Diffa** par rapport au reste de l'échantillon, à l'exception de l'aide financière (73%) qui était également fréquente parmi les personnes interrogées à Dori (80%) et dans d'autres localités.

**Figure 5. Besoins au moment de l'entretien. Top 5 des réponses - Par pays de l'entretien<sup>9</sup>**



<sup>9</sup> Les autres options de réponse comprenaient l'eau (7%), des espaces sûrs pour les femmes et les enfants (6%), l'assistance médicale (6%), l'accès à la communication (5%), les vêtements/chaussures/couvertures/sacs de couchage (3%), le soutien psychologique (3%), l'aide à la réinstallation (2%), l'accompagnement spirituel (2%), les installations sanitaires (2%), l'aide au retour (0%) et autres (2%) ; parmi l'ensemble de l'échantillon.



**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DU DANEMARK**  
Danida

## Collecte de données 4Mi

[Le 4Mi](#) est le système phare de collecte de données primaires du Centre sur la migration mixte (MMC), une approche innovante qui aide à combler les lacunes en matière de connaissances et à informer les politiques et les réponses concernant la nature des mouvements de migration mixte et les risques de protection pour les migrant·e·s en déplacement. Les enquêteurs 4Mi sur le terrain recueillent actuellement des données par le biais d'entretiens directs avec des migrant·e·s en Afrique de l'Ouest et du Nord, en Afrique de l'Est, en Europe, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Il convient de noter que l'approche par échantillonnage signifie que les conclusions tirées de l'échantillon enquêté fournissent des informations riches, mais que les chiffres ne peuvent pas être utilisés pour faire des déductions sur la population totale. Pour plus d'informations sur l'analyse du 4Mi et des détails sur la méthodologie, voir [www.mixedmigration.org/4mi](http://www.mixedmigration.org/4mi)